

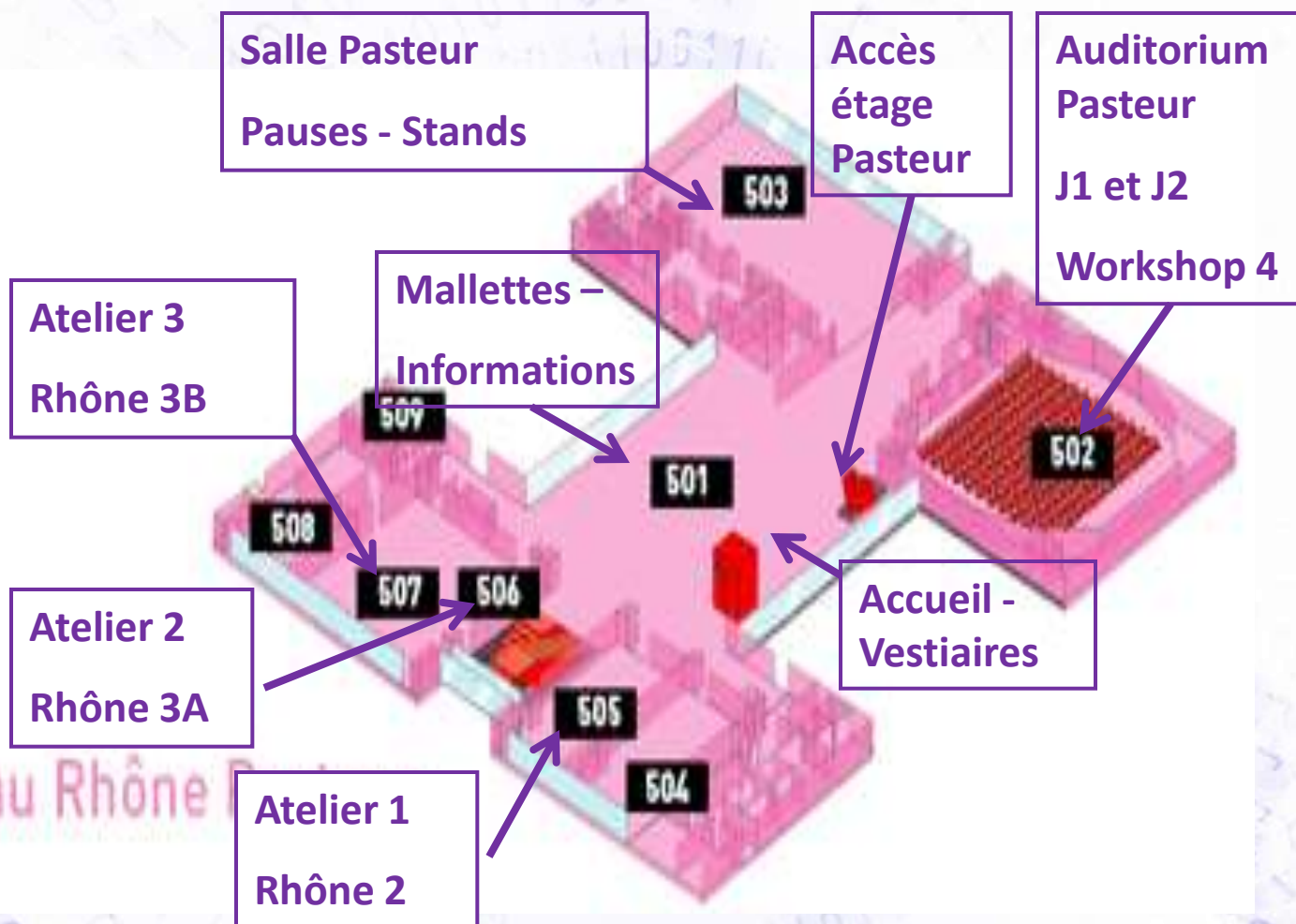
10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE

- **23 OCTOBRE 2009**

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE

« EN ROUTE VERS 100 % DE DÉMATÉRIALISATION »
« DESTINATION 100 % PAPERLESS TRADING »

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE



10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE

- **ATELIERS – WORKSHOPS**
- **Atelier/workshop 1 – Rhône 2 - FR**
 - Jacqueline CUTZACH – DGDDI E/4
 - Assistants :
 - Marion Tissandie
 - Nicolas Lenormand
 - **EVOLUTION DES REGLES ORIGINE –
RESPONSABILITES DES OPERATEURS**

ATELIER 1 – WORKSHOP 1



DGDDI - FR

DGDDI - FR



DGDDI - FR

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE

- **ATELIERS – WORKSHOPS**
- **Atelier/workshop 2 – Rhône 3A - FR**
 - Pascal PERROCHON – UIC
 - Assistants :
 - Djamila Meghzouchene
 - Michael Royer
 - **DEMATERIALISATION – AUTOCERTIFICATION – AUTO EVALUATION**

ATELIER 2 – WORKSHOP 2



DGDDI - FR



DGDDI - FR

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE

- **ATELIERS – WORKSHOPS**
- **Atelier/workshop – Rhône 3B - FR**
 - Denis REDON – CMS Bureau Francis Lefebvre
 - Assistants :
 - Solenne Romagni
 - Vivien Bichon
 - **OEA ET SECURISATION DE LA CHAINE**

ATELIER 3 – WORKSHOP 3



DGDDI - FR



DGDDI - FR

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE

- **ATELIERS – WORKSHOPS**
- **Atelier/workshop 4 – Auditorium PASTEUR - EN**
 - Bryce BLEGEN – EFA/TTA
 - Assistants :
 - Lucile Herpoux
 - Radu Dulau
 - **RISK MANAGEMENT IN A PAPERLESS SUPPLY CHAIN**

ATELIER 4 – WORKSHOP 4



DGDDI - FR

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE



BUFFET / LUNCH niveau – 1

13 – 14.30 h

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE



ODASCE - CI

GUILLAUME KRAFFT – GROUPE HEMA

« En route vers 100% de dématérialisation... »
« Destination, 100% paperless trading... »

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE





100% Alternance



Haut Enseignement du Management en Alternance

46 MASTERS SPÉCIALISÉS
EN ALTERNANCE ET MBA

6 SPÉCIALITÉS EN COMMERCE INTERNATIONAL :

- STRATÉGIE INTERNATIONALE • DOUANES
- ET SÉCURITÉ DES ÉCHANGES • LOGISTIQUE •
- ASIE • PAYS DE L'EST • ACHATS

LES ECOLES DU GROUPE

ESM-A MARNE-LA-VALLÉE (77) ISEAM MARNE-LA-VALLÉE ECHEMA LYON EMA Vendée ESCI

NOS PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

CCI Seine-et-Marne

54-56, rue de la Maison Rouge - Lognes • 77437 Marne-la-Vallée Cedex 2
Tél : 01 64 62 63 64 • Fax : 01 64 62 63 65 • Site internet : groupehema.eu

GROUPE HEMA

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE

- Compte rendu des ateliers
- Summary of workshops



DGDDI - FR

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE



DGDDI - FR

ATELIER 1 - EVOLUTION DES REGLES ORIGINE – RESPONSABILITES DES OPERATEURS Jacqueline CUTZACH - DGDDI

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE

- **ATELIERS – WORKSHOPS**
- **Atelier/workshop 1 – Rhône 2 - FR**
 - Jacqueline CUTZACH – DGDDI E/4
 - Assistants :
 - Marion Tissandie
 - Nicolas Lenormand
 - **EVOLUTION DES REGLES ORIGINE –
RESPONSABILITES DES OPERATEURS**

ATELIER 1

Le Constat

- Difficultés à s'assurer du caractère original
des marchandises

ATELIER 1

Recommandations

- Une meilleure implication du top management et une meilleure sensibilisation du staff et de l'ensemble des acteurs:
- aux risques/enjeux des règles d'origines préférentielles
 - avec des cas concrets.

ATELIER 1

Recommandations

- Prévoir une meilleure information / formation aux règles d'origine
- Des managers des le cursus de formation
- Des autres acteurs de l'entreprise
- Mobilisation de toutes les ressources
- Commissionnaires en douane
- CCI
- Douane .

ATELIER 1

Recommandations

La démarche pour s'assurer de l'origine des produits a ses limites

Pour limiter les risques : Prévoir dans les contrats clauses qui engage la responsabilité des fournisseurs

ATELIER 1

LES PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU REGARD DU PROJET SPG

- Au regard des risques encourus liés au passage à l'auto-certification
- De nombreuses interrogations quant à la fiabilité et la faisabilité de la base REX

ATELIER 1

Recommandations

- *Ce que ne doit pas être la base REX*
- *Un simple registre identifiant les sociétés qui exportent*

ATELIER 1

Recommandations

- Ce que doit contenir la base REX
- le nom de l'exportateur et sa qualité (fabricant ou négociant)
- La désignation commerciale des produits et leur position SH 4
- Les informations doivent être pertinentes (suggestion d'un audit préalable de l'exportateur permettant de s'assurer qu'il maîtrise les fondamentaux des ROP)

ATELIER 1

Recommandations

- Un historique de tous les incidents concernant un exportateur consultable par les opérateurs
- Des précisions doivent être apportées s'agissant
- des modalités de retrait d'un exportateur (total ou partiel)

ATELIER 1

Recommandations

- L'impact dans le temps du retrait d'un exportateur de la base REX
- La traçabilité des consultations effectuées par les importateurs
- Le moment auquel la consultation doit être effectuée (conclusion du contrat ou juste avant la mise en libre pratique)

ATELIER 1

conclusion

- A défaut d'obtenir certaines garanties, les importateurs n'utiliseront pas le régime SPG
- Si les entreprises doivent multiplier les démarches il faut que le différentiel de droits couvre les frais qu'elles doivent engager pour s'assurer de l'origine des produits

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE



ATELIER 2 – DEMATERIALISATION - AUTOCERTIFICATION – AUTO EVALUATION Pascal PERROCHON - UIC

ODASCE - CI

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE

- **ATELIERS – WORKSHOPS**
- **Atelier/workshop 2 – Rhône 3A - FR**
 - Pascal PERROCHON – UIC
 - Assistants :
 - Djamila Meghzouchene
 - Michael Royer
 - **DEMATERIALISATION – AUTOCERTIFICATION – AUTO EVALUATION**

ATELIER 2

- I – Dématérialisation :
- Données immatérielles plutôt que dématérialisation, le souhait des entreprises
- Quatre formats d'informations différents :
 - Message : xml, edifact
 - Bureautique, Ex : power point ou pdf avec signature électronique
 - L'image ou scan de documents existants
 - Le pdf « natif » : flux de données pouvant être retranscrit en papier

ATELIER 2

- La transmission des données une seule fois à l'ensemble des administrations nationales qui en ont besoin : douane, industrie, agriculture, défense ...
 - Correspondance entre les données de l'opérateur et les besoins de l'administration
 - Un seul support informatique plutôt que plusieurs support papier
 - Volonté politique : Nécessité d'un débat interministériel

ATELIER 2

- Archivage des données :
 - Du côté des opérateurs , pistes prévues dans le guide de la dématérialisation
 - Nécessité d'être d'accord sur le format et la valeur juridique des informations stockées par l'entreprise ou un tiers
 - CDC modernisés : délais de prescription à 10 ans
 - Certificat de signature pour avoir accès à une plateforme reprenant tout les documents types : phytosanitaires, certificats vétérinaires, conformités....

ATELIER 2

- Certificat d'origine :
 - Le justificatif d'origine préférentiel ne peut être véhiculé que par une DOF
 - SPG qui permet de remplacer le CO papier par un message électronique
- Facture et documents non douaniers :
 - Les certificats de conformités phyto, vétérinaires
 - La transmission se fait déjà entre opérateurs, il faut que les administrations l'acceptent aussi

ATELIER 2

- Problème : la reconnaissance par les pays tiers
 - Le cadre juridique
 - La volonté politique d'harmonisation :
 - Au niveau européen : il faut donner l'exemple
 - Prise en compte de tous les régimes douaniers économiques de l'opérateur et des données y afférentes
 - Le statut OEA et reconnaissance mutuelle :
 - Fiabilité des opérateurs donc des données fournies
 - Négociations bilatérales : en cours ou à venir
 - Ex : accord avec Japon et Corée : déclaration d'origine sur facture
 - Réciprocité
 - Au niveau multilatéral : OMC, OMD et UN-CEFACT

ATELIER 2

- II – Auto-évaluation et auto-certification
- Définitions :
- Auto-évaluation : existe déjà en entreprise sous forme de processus internes de contrôles et de sécurités. Ces informations doivent pouvoir être mise à disposition à l'extérieur de l'entreprise
 - Certification : Nécessité de faire appel à un référent extérieur
 - Auto-certification : Si c'est possible, valeur juridique pour le référent extérieur ?

ATELIER 2

- Questionnaire d'auto-évaluation OEA
 - en fonction des secteurs, des réglementations sécurité/sureté existent déjà (transport, établissement, etc....)
 - Donc infos disponibles auprès d'autres administrations pour la douane
 - Avantage : allégement de l'audit douanier

ATELIER 2

- Certification et auto-certification :
 - La dématérialisation est basé sur la notion de confiance entre l'émetteur du certificat et l'administration
 - Mais problème de l'engagement et responsabilités de l'entreprise en matière de sécurité des produits
 - Ex : certification des normes techniques en matière de jouet et de santé humaine
 - Certificat de conformité non transformable sous forme de données immatérielles mais possible sous forme de document pdf ou scanné si demandé par l'administration
 - Autre possibilité : mise à disposition sur plateforme accessible par l'administration avec accès sous forme de certificat de signature

ATELIER 2

Conclusion

- Une seule fourniture de données pour de multiples usages
- Volonté politique :
 - Au niveau national : concertation interministérielle
 - Au niveau international :
 - Reconnaissance par les pays tiers des données fournies : accords bilatéraux
 - facilitation des échanges au niveau de l'OMC
 - sécurité : OMD
 - Facture UN-CEFACT,
- Importance de la signature électronique
- Réduction du poids des obligations : supprimer l'inutile et dématérialiser le reste
- Mise en place d'expérimentation, de pilotes pour d'éventuels pistes à suivre : partenariat public/privé

ATELIER 2

Archivage:

- Choix de l'entreprise : Société tierce ou stockage interne
- Règles du jeu à mettre en place : guide de la dématérialisation.
- Accessibilité des données archivés par l'entreprise ou un « archiveur » par la douane → espace réservé pour la douane
- Utilisation d'un guichet unique pour les documents d'ordre public , archivage des données privées par le déclarant : nom de domaine + nom de fichier permettant au douanier d'aller chercher l'info.

ATELIER 2

- Améliorer les procédures existantes :
 - Mise en place d'une télé procédure dont la sortie est un fichier dématérialisé
 - EX : RTC comme mise en place de télé procédure et d'une base de données
- Auto-évaluation : peut amener à une certification
- Idée d'un guide de l'auto-évaluation : interactif , sur le web
- Auto-certification :
 - Engagement difficile vis-à-vis du référent extérieur.
 - Ex : Norme de sécurité des jouets,
 - Fournir des docs. Pdf, plutôt que des documents papiers de 300 pages

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE



ATELIER 3 OEA ET SECURISATION DE LA CHAINE Denis REDON – CMS Bureau Francis Lefebvre

ODASCE - CI

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE

- **ATELIERS – WORKSHOPS**
- **Atelier/workshop – Rhône 3B - FR**
 - Denis REDON – CMS Bureau Francis Lefebvre
 - Assistants :
 - Solenne Romagni
 - Vivien Bichon
 - **OEA ET SECURISATION DE LA CHAINE**

ATELIER 3

Faut-il sauver le soldat OEA ?

- Constats
- Recommandations

ATELIER 3

- Constats :
 - 2009 : Toujours dans l'incertitude
 - Les effets de la crise ?
 - Manque de connaissance des coûts pour l'obtention du statut
 - Des interrogations sur la finalité du statut OEA
 - Les avantages ou « non-inconvénients » du statut OEA
 - Le caractère non homogène du statut au niveau mondial
 - Un cadre communautaire juridique non harmonisé
 - problématiques de compétitivité

ATELIER 3

- Oui, c'est une sécurisation de la chaîne :
 - Caractère **structurant** de l'exercice au sein de l'entreprise
 - Caractère **sécurisant** dans les relations avec les partenaires de la chaîne
 - Utile pour rester dans le marché ?
Voire **nécessaire** ?
- Des avantages en perspective... :
 - une clé de voûte dans le nouveau système douanier

ATELIER 3

- **Recommandations :**

- Toujours une clarification sur la nécessité de ce statut
- Une plus visible contre partie pour la fiabilité
- Des échanges internationaux entre opérateurs fiables : statut OEA export
- Des facilités pratiques : moins de documents, recours à la DCG, guichet unique...
- Auto-dénonciation et immunité

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE



ODASCE - CI

- **WORKSHOP 4 - RISK MANAGEMENT IN A PAPERLESS SUPPLY CHAIN**
- Bryce BLEGEN – EFA - TTA

10ème COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN 10th EUROPEAN CUSTOMS CONFERENCE

- **ATELIERS – WORKSHOPS**
- **Atelier/workshop 4 – Auditorium PASTEUR - EN**
 - Bryce BLEGEN – EFA/TTA
 - Assistants :
 - Lucile Herpoux
 - Radu Dulau
 - **RISK MANAGEMENT IN A PAPERLESS SUPPLY CHAIN**

WORKSHOP 4

- WHAT IS THE RISK TO MANAGE FOR GOVERNMENT, FOR BUSINESS?
- WHERE IS THE COMMON GROUND BETWEEN THE COMMERCIAL RISK AND THE GOV RISK ?
- IS THERE A COMMON INTEREST?
- ADMINISTRATIONS ARE LOOKING FOR TRANSPARENCY, BUSINESS FOR PREDICTABILITY .

WORKSHOP 4

- IN A PAPERLESS ENVIRONMENT WHO ADMINISTERS THE DATA, HOW SECURE IS THE PROCESS ?
- IS IT POSSIBLE FOR CUSTOMS TO MOVE TO THE AUDIT MODEL OF INCOME TAX REVIEWS WHERE THE GOVERNMENT SIMPLY AUDITS THE TRADERS' RECORDS PERIODICALLY ?
- NOTE : THE MODERNISED CUSTOMS CODE ALREADY PROVIDES THE LEGAL BASIS

WORKSHOP 4

- ARE THERE BETTER WAYS FOR CUSTOMS TO PULL DATA DIRECTLY FROM THE SUPPLY CHAIN « DATA PIPELINE »?

WORKSHOP 4

- HOW COULD THE ADMINISTRATION FIND THE INFORMATION ON THE COMPANY SYSTEM? WHO IS RESPONSABLE?
- IF THE INTERNATIONAL BANKING SYSTEM CAN MOVE LARGE AMOUNTS OF MONEY IN AN ELECTRONIC SYSTEM BASED ON TRUST, WHY CAN'T THE PAYMENT OF DUTIES BE BASED ON A SIMILAR SIMPLE ELECTRONIC SYSTEM?

WORKSHOP 4

- CONTROLS ON WHO CAN CHANGE DATA IN THE SYSTEM (DATA SECURITY) ARE ESSENTIAL TO EFFECTIVE PAPERLESS RISK MANAGEMENT.
- LEGAL RESPONSIBILITY FOR ACCURACY OF DATA MUST BE CLEAR (RESPONSIBILITY OF FILER)

WORKSHOP 4

- WHAT IS EXACTLY THE SUPPLY CHAIN? HOW IS IT DEFINED BY GOVERNMENTS, BY BUSINESS?
- INTERNATIONAL STANDARDS IN RELATION TO DATA, ELECTRONIC PROCESSES, AND RISK ASSESSMENT ARE ESSENTIAL TO LIMIT COST OF PAPERLESS SYSTEMS TO BUSINESS
- ACCOMPANYING DOCUMENTS (eg INVOICES) MUST BE STANDARDISED INTERNATIONALLY

WORKSHOP 4

- BEST PRACTICE FOR EFFECTIVE PAPERLESS PROCESS IS POOLING OF DATA BETWEEN PRIVATE AND PUBLIC SECTORS STAKEHOLDERS
- OPTION :POOLED SYSTEM IMPOSED BY GOVERNMENT OR DEVELOPED BY PRIVATE SECTOR IN COLLABORATION?
- IT IS NECESSARY FOR THE GOVERNMENT AND THE PRIVATE SECTOR TO KEEP THE GOALS OF THE PAPERLESS TRANSITION IN THE PUBLIC EYE

WORKSHOP 4

- THE EXPORT DECLARATION IN ONE COUNTRY SHOULD BECOME THE IMPORT DECLARATION IN THE OTHER COUNTRY; WHY ARE THE ADMINISTRATIONS NOT TALKING TO EACH OTHER?

WORKSHOP 4

- FOR RISK MANAGEMENT TO BE EFFECTIVE, RISK PROFILES NEED TO BE LINKED TO CONSIGNMENTS AND ACCESSIBLE BY RESPONSIBLE AUTHORITIES